



Un bilan du divorce tchéco-slovaque

Transition démocratique et construction d'États-nations

par Jacques Rupnik

*t*rois ans après sa « révolution de velours » de novembre 1989, la Tchécoslovaquie a encore enrichi le vocabulaire de la transition post-communiste du terme de « divorce de velours » : un État européen créé en 1918 disparaissait sans un coup de feu, « sans même une vitre cassée »¹. À l'heure où la guerre de succession yougoslave faisait rage, avec ses milliers de morts et ses millions de personnes déplacées, le divorce à l'amiable entre Prague et Bratislava fut accueilli presque avec soulagement, parfois même comme un modèle chez les indépendantistes québécois ou flamands.

La rapidité et le caractère pacifique, « civilisé » (selon l'expression des deux parties) du divorce ne signifient pas pour autant qu'il fut sans conséquences importantes, qu'il n'a pas un coût politique, un impact durable pour les deux États

1. Selon l'expression de Petr Pithart, politologue et Premier ministre tchèque entre 1990 et 1992 : Petr Pithart, « L'asymétrie de la séparation tchéco-slovaque » dans J. Rupnik (dir.), *Le Décirement des nations*, Paris, Le Seuil, 1995, pp. 157-179. Voir aussi Jiri Musil (ed.), *The End of Czechoslovakia*, Budapest-Oxford, Central European UP, 1995 ; Michael Kraus, Allison Stanger (ed.), *Irreconcilable Differences ? Explaining Czechoslovakia's Dissolution*, Lanham (Md.), Rowman and Littlefield, à paraître en 1999.

successeurs et, plus généralement, pour la recomposition de l'Europe centrale. On peut mieux évaluer ces conséquences six ans plus tard. Deux réponses différentes aux défis de la transition démocratique et du passage à l'économie de marché ont donné naissance, après la partition, à deux trajectoires divergentes de sortie du communisme. La République tchèque (comme d'autres pays d'Europe centrale) est entrée dans une phase de « consolidation de la démocratie », c'est-à-dire, selon J. Linz et A. Stepan, une situation où les règles démocratiques sont acceptées par tous les acteurs politiques² ; la Slovaquie, s'écartant du modèle centre-européen, a connu une dérive autoritaire où la nature même du régime constituait l'enjeu majeur de la vie politique.

Cette évolution divergente eut pour corollaire, non seulement l'effondrement de la coopération régionale en Europe centrale (Groupe de Visegrad), mais surtout deux verdicts contraires, annoncés à quelques jours d'intervalle en juillet 1997, concernant l'élargissement à l'Est de l'Union européenne et de l'OTAN : acceptée, la République tchèque ; refusée, la Slovaquie. On peut considérer que c'est là la conséquence la plus importante de la séparation tchéco-slovaque : si elle n'avait pas eu lieu, Tchèques et Slovaques seraient-ils aujourd'hui ensemble, avec leurs voisins Polonais et Hongrois, dans le premier cercle de l'intégration européenne ? Ou bien, hypothèse que rien ne permet d'éliminer entièrement, seraient-ils ensemble écartés de l'élargissement à l'Est des institutions occidentales ?

Ce bilan très contrasté mérite d'être nuancé après les élections législatives de juin (République tchèque) et septembre (Slovaquie) 1998 : celles-ci amenèrent, de part et d'autre, l'alternance politique, c'est-à-dire la fin de la domination sans partage exercée sur la vie politique de leurs pays respectifs par les forces identifiées aux deux principaux artisans de la séparation : Vaclav Klaus et Vladimir Meciar. Leur départ presque simultané laisse les deux pays dégrisés après l'épuisement de deux projets ou de deux illusions : celui du libéralisme économique, cher au leader de la droite tchèque, et celui du nationalisme du dirigeant populiste slovaque. Les désillusions parallèles peuvent favoriser les bilans lucides. La nouvelle donne politique à Prague et à Bratislava permet d'envisager de nouvelles convergences, faute de retrouvailles.

Partant de ce constat, on voudrait ici proposer des clefs de lecture de la séparation tchéco-slovaque et de ses conséquences, autour de l'articulation de trois processus : la transition à la démocratie, la construction d'États-nations, l'intégration européenne (et atlantique) comme facteurs de recomposition d'une Europe centrale post-communiste. Les cas tchèque et slovaque permettent, dans une optique comparative, d'explorer plusieurs hypothèses de portée plus générale : la dynamique de la construction d'États-nations, après l'échec des fédérations héritées du communisme (Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Union soviétique), peut-elle faire « dérailler » la transition démocratique et le projet d'intégration régionale ou européenne ? Le cas slovaque semble confirmer cette thèse mais le cas tchèque

montre qu'il ne s'agit nullement d'une fatalité. Sont-ce la logique de la transition démocratique et le passage à l'économie de marché qui accentuent les différenciations, les polarisations régionales et une « ethnicisation » du politique exploitée par des élites post-communistes à la fois concurrentes et complémentaires ? Quel a été, au-delà de la dichotomie réductrice : fragmentation à l'Est, intégration à l'Ouest, le poids des facteurs internationaux dans un contexte caractérisé par l'affirmation du fait national dans toute l'Europe, et quelles seront les implications géopolitiques de l'élargissement (ou non) des institutions occidentales à l'Est ?

Au lendemain de la révolution de 1989, Ralf Dahrendorf avait identifié, dans ses *Réflexions sur la révolution en Europe*, trois dimensions complémentaires, interdépendantes mais fortement asynchrones, de la transition post-communiste³ : des élections libres et un État de droit (six mois), une économie de marché (six ans), une société civile (soixante ans). La démocratie crée, en quelque sorte, ses propres conditions d'existence et l'un des problèmes clefs de la transition est précisément l'articulation entre les trois niveaux, par conséquent la gestion du temps par les nouvelles élites politiques. Deux autres variables dont dépend l'issue de la transition et de la consolidation démocratiques doivent être ajoutées car elles sont particulièrement pertinentes pour notre sujet : d'une part, l'existence d'un cadre étatique légitime (la territorialisation du politique), d'autre part, le rôle des élites politiques ou plus largement de la société politique (c'est-à-dire les institutions politiques, le système de partis, les élites politiques)⁴. Ces deux dernières variables sont particulièrement importantes pour comprendre la fracture de la Tchécoslovaquie et les itinéraires politiques divergents suivis par les deux États successeurs.

Cinq hypothèses pour un « divorce de velours »

Il est rare qu'un État disparaisse sans susciter d'opposition. Tel fut pourtant le cas de la Tchécoslovaquie, dissoute le 1^{er} janvier 1993. Il est non moins rare, à l'âge démocratique, qu'un État se crée sans être porté, ou du moins accompagné, par une mobilisation populaire, sans solliciter, ne serait-ce qu'un temps, la dimension « affective » de la politique. C'est pourtant ce qui s'est passé avec la naissance de ses deux États successeurs : la République tchèque et la Slovaquie. Autant le moment fondateur de la démocratie en novembre 1989 fut, pour les Tchèques comme pour les Slovaques, marqué par une participation politique intense, autant

2. Juan Linz et Alfred Stepan, *Problems of Democratic Transition and Consolidation*, Baltimore et Londres, Johns Hopkins UP, 1996, p. 3.

3. Ralf Dahrendorf, *Reflections on the Revolution in Europe*, Londres, Chatto, 1990.

4. Cette distinction pertinente des notions de société civile et de société politique fut introduite par Janos Kis dans *Politics in Hungary : For a Democratic Alternative*, Boulder, Social Science Monographs, 1989.

l'acte fondateur de leur nouvel État fut prosaïque et ordonné. Heureusement, il y avait le Nouvel An pour donner l'illusion d'une fête.

La dissolution de la Tchécoslovaquie fut remarquable à deux titres : elle fut non violente, et la majorité de la population y était opposée (en juin 1992, 81 % des Tchèques et 63 % des Slovaques souhaitaient des solutions autres que la séparation⁵). Pourtant, il faut bien admettre que ses deux principaux protagonistes, le Premier ministre slovaque Vladimir Meciar et son homologue tchèque Vaclav Klaus, représentaient les deux forces politiques, le Mouvement pour la Slovaquie démocratique (HZDS) et le Parti démocratique civique (ODS), sorties nettement victorieuses des élections de juin 1992 : chacune avait obtenu, avec 34 % des voix, une position hégémonique dans un paysage politique par ailleurs très fragmenté. Ni l'une ni l'autre n'avait reçu mandat de scinder l'État, mais la question de l'État fédéral avait été au cœur du débat électoral, avec un Meciar préconisant la souveraineté de la Slovaquie tandis que Klaus mettait l'accent sur le maintien d'une « fédération fonctionnelle », c'est-à-dire capable de fonctionner.

Dès la première rencontre, au lendemain des élections, entre les Premiers ministres tchèque et slovaque, la question fut posée au second : la nouvelle direction slovaque entendait-elle appliquer son programme de souveraineté de la Slovaquie, sa transformation en « sujet de droit international » ? Meciar confirma. Klaus répondit promptement qu'il ne s'opposerait point à la volonté légitime du peuple slovaque, et qu'en l'absence d'un État fédéral viable, la séparation devenait inévitable. C'est ce revirement imprévu et soudain qui explique l'accélération de la procédure de divorce et ce curieux partenariat qui s'instaurait entre deux adversaires de la veille. Jusque-là, la stratégie du national-populisme slovaque, faisant fond sur l'identification beaucoup plus forte des Tchèques à l'État commun, avait consisté à maintenir une tension maîtrisée sans prendre le risque d'aller jusqu'à la conclusion logique du discours « souverainiste » ou indépendantiste. À partir du moment où la partie tchèque se montrait prête à prendre au mot la direction slovaque et à discuter des modalités concrètes de la réalisation de son programme, la question n'était plus « quelle fédération ? », mais « quelle séparation ? ». La « sécession » slovaque n'en fut pas vraiment une. Elle avait trouvé, du côté tchèque, un partenaire aussi inattendu que compréhensif.

Reste à s'interroger sur les causes profondes d'un divorce si expéditif. Cinq hypothèses ou explications complémentaires et d'importance inégale peuvent être avancées. Elles offrent aussi des clefs de lecture de l'évolution ultérieure de chacun des deux nouveaux États : 1) le poids de l'héritage, ou les perceptions divergentes de l'expérience historique de l'État commun ; 2) la dynamique de la modernisation, ou la différenciation liée au passage à l'économie de marché ; 3) le fédéralisme en question, ou le blocage institutionnel ; 4) le rôle des élites politiques post-communistes ; 5) le rôle des facteurs internationaux.

1. Le poids de l'héritage

L'une des sources majeures, encore que difficile à évaluer avec précision, de la difficulté qu'ont eue Tchèques et Slovaques à redéfinir, après le retour de la démocratie, un cadre étatique et institutionnel commun tient aux perceptions contrastées qu'ils avaient de ses fondements et de son histoire relativement brève. Les arguments politiques ou constitutionnels qui se sont échangés après 1990 renvoyaient implicitement à ces perceptions différentes. Pendant mille ans, les deux nations avaient vécu côte à côte deux histoires séparées. Les Tchèques avaient, avec le Royaume de Bohême, une tradition d'État propre que les Slovaques ignoraient. Sous les Habsbourg, la Bohême fut la partie la plus développée de l'Autriche, alors que les Slovaques appartenaient à la Hongrie. La facilité apparente avec laquelle l'État tchécoslovaque fut créé en 1918 était trompeuse : linguistiquement très proches, les deux nations se connaissaient à peine. Mais surtout le nouvel État était fondé sur une ambiguïté fondamentale. Le concept de « nation tchécoslovaque » renvoyait, certes, à une nation politique ou citoyenne, mais il était aussi investi d'une fonction de légitimation bien précise : car les Tchèques et les Slovaques amalgamés en « nation tchécoslovaque » représentaient les deux tiers de la population face aux importantes minorités allemande et hongroise.

Ni cette ambiguïté ni l'État fondé par Masaryk ne résisteront à la détérioration de la relation tchéco-slovaque, qui peut se résumer à des déceptions aux chronologies croisées. Pour les Slovaques, les élites tchèques n'ont pas tenu leurs promesses d'autonomie tant après 1918 qu'après 1945 : dans les deux cas, une conception jacobine et le centralisme pragois ont prévalu. Inversement, aux yeux des Tchèques, les Slovaques ont à deux reprises, au nom de leur intérêt national étroitement défini, abandonné à son triste sort la démocratie tchécoslovaque : après Munich, en 1938, le dépeçage de la Tchécoslovaquie permet la création d'un État slovaque sous le haut patronage de l'Allemagne nazie ; en 1968, après l'intervention soviétique, les Slovaques donnent la priorité à la fédéralisation de l'État sur sa démocratisation, et l'hérésie du Printemps de Prague est éradiquée sous la haute direction d'un tandem de « normalisateurs » slovaques, Husak et Bilak.

Il ne s'agit pas ici d'évaluer les mérites de ces arguments historiques mais de prendre conscience de perceptions contradictoires. Dans un livre consacré aux relations internationales, Robert Jervis⁶ mettait l'accent sur l'importance des perceptions, fussent-elles erronées, dans le comportement des acteurs. Ses conclusions peuvent être transposées à un antagonisme se développant au sein d'un État fédéral.

5. Voir *Hospodarské Noviny*, 30 août 1991 et *Mlada Fronta Dnes*, 28 juin 1992. Notons aussi que le pourcentage de personnes hostiles à la dissolution en Slovaquie augmente après la proclamation de l'indépendance. Voir Zora Butorova (ed.), *Current Problems of Slovakia after the Split of the CSFR*, Bratislava, Center for Social Analysis, mars 1993, p. 3.

6. Robert Jervis, *Perception and Misperception in International Politics*, Princeton UP, 1976.

La faiblesse extérieure de l'État tchécoslovaque a historiquement renforcé la propension tchèque à la centralisation, frustrant ainsi les aspirations des Slovaques à l'autonomie⁷.

Le système soviétique, toujours disposé à diviser pour régner, a exploité ces tensions et renforcé le lien entre identité ethnique et identité nationale (c'était même le seul pluralisme toléré). Il a réduit les inégalités économiques, mais n'a nullement contribué à surmonter les perceptions contrastées de l'histoire. Celles-ci sont parfaitement illustrées par les premières enquêtes sociologiques, après la chute du communisme, où l'on a demandé aux Tchèques et aux Slovaques de citer les personnalités et les périodes historiques les plus glorieuses de leur histoire. Le panthéon tchèque inclut dans l'ordre T. G. Masaryk, le fondateur de l'État en 1918, Charles IV, qui fit de Prague, au XIV^e siècle, la capitale du Saint Empire, J. A. Komensky (Comenius), le philosophe du XVII^e siècle contraint à l'exil par la Contre-Réforme, J. Hus, qui fut à l'origine de la Réforme protestante en Bohême au XV^e siècle ; le président Havel est en cinquième position. En Slovaquie, arrivent en tête M. R. Stefanik, militaire et homme politique slovaque favorable à l'entente avec Masaryk, mort accidentellement en 1918, L. Stur, inventeur de la grammaire slovaque, A. Dubcek, dirigeant communiste slovaque devenu le symbole du Printemps 1968, A. Hlinka, leader du Parti populaire (catholique et nationaliste) slovaque d'avant-guerre ; V. Havel arrive en sixième position. Plus révélatrices encore sont les réponses concernant les « périodes les plus glorieuses » du passé. Pour les Tchèques, c'est d'abord celle de Charles IV, puis la Première République (1918-1938), tandis que, pour les Slovaques, il s'agit des années 1948-1989 et 1939-1945 (l'« État slovaque »)⁸.

On ne peut manquer d'être frappé par l'absence de symboles politiques ou étatiques partagés. Au moment où se décidait le sort de l'État tchécoslovaque, deux expériences totalitaires (1939-1945 et 1948-1989) rejetées par les Tchèques étaient considérées comme particulièrement positives par les Slovaques. Il n'est pas aisé de se projeter ensemble dans l'avenir quand les perceptions du passé commun divergent à ce point.

2. Modernisation et différences socio-économiques

Y avait-il des motivations économiques dans la séparation tchéco-slovaque ? Et, si oui, s'agissait-il d'une incompatibilité entre deux visions de la transition à l'économie de marché ou bien d'un litige sur la répartition des coûts de ladite transition ? Une thèse souvent soutenue pourrait être sommairement résumée ainsi : pour les élites slovaques, la séparation représentait un gain politique et une perte économique alors que, du côté tchèque, la perte politique, liée à la disparition de l'État tchécoslovaque, aurait été considérée comme compensée par un gain économique (être débarrassé du « fardeau » slovaque). Autrement dit, d'un côté, la quête

de l'identité et l'idéologie nationaliste slovaques n'obéissaient pas à la rationalité économique, de l'autre, les intérêts économiques tchèques tels que définis par l'élite du pouvoir (Klaus) l'auraient emporté sur les passions nationalistes. Le nationalisme tchèque serait alors à classer parmi les nationalismes ou régionalismes économiques « de riches », qui savent la stabilité des États européens (Baltes et Slovènes à l'Est, Ligue du Nord en Italie ou nationalistes flamands en Belgique à l'Ouest)⁹. Cette thèse reflète trop fidèlement le simplisme de la pensée de la droite libérale tchèque pour être entièrement satisfaisante.

C'est presque une figure imposée dans tous les travaux sur la Tchécoslovaquie que d'insister sur le décalage considérable qui existait, depuis sa formation, entre une Bohême représentant la moitié du potentiel industriel de la partie autrichienne de l'Empire avant la Première Guerre mondiale, et une Slovaquie qui était la partie la plus rurale de la Hongrie. Différence entre les niveaux de développement économique, mais aussi d'autres paramètres tels que l'urbanisation, l'éducation (1,4 % seulement des étudiants dans les universités de Hongrie au début du siècle étaient slovaques ; la Slovaquie comptait, au recensement de 1921, 15 % d'illettrés dans la population de plus de 14 ans) ou encore la sécularisation (bien plus avancée en Bohême, où la Contre-Réforme du XVII^e siècle, puis l'industrialisation du XIX^e, ont dissout la fibre religieuse, qu'en Slovaquie marquée par un catholicisme traditionnel). Cet écart fut progressivement réduit sous la Première République et surtout sous le régime communiste de l'après-guerre. L'investissement fut nettement plus important dans la partie slovaque et, à la fin des années quatre-vingt, le niveau de vie était presque le même dans les deux républiques¹⁰ : paradoxalement, la séparation tchéco-slovaque eut lieu au moment même où le rattrapage socio-économique était en voie de s'accomplir. C'est dire que le retard économique d'une partie par rapport à l'autre ne fournit pas en soi une explication satisfaisante. Ce qui importe, ce n'est pas le niveau de développement mesuré par le PNB par habitant mais des attitudes différentes vis-à-vis du marché et de la société civile, qui renvoient à des expériences différentes de la modernisation.

7. Carol Skalnik Leff, dans *National Conflict in Czechoslovakia : The Making and Remaking of a State, 1918-1987* (Princeton UP, 1988), écrit que les Slovaques « compensaient le déséquilibre du pouvoir au sein de l'État par l'alignement sur des alliés extérieurs.[...] Ainsi le nationalisme slovaque apparut à l'opinion tchèque successivement comme un pion de l'irréductibilisme magyar, de l'impérialisme allemand et de l'hégémonie soviétique : la perception de l'opportunisme slovaque dans de tels cas ajoutait de la tension à la relation tchéco-slovaque ».

8. Enquête de l'Institut IVVM, dans *Rudé Právo*, 30 septembre 1992. Il est intéressant de noter que ces perceptions ont évolué, si l'on en croit un sondage réalisé en 1997 par un institut slovaque, qui fait apparaître une amélioration considérable de l'image de la Première République tchécoslovaque (en 3^e position) et une dégradation de l'image de l'État slovaque pendant la Seconde Guerre mondiale (en 6^e position). L'effet Meciar serait-il responsable de cette réévaluation ? Voir Z. Buto-rova (ed.), *Democracy and Discontent in Slovakia : A Public Opinion Profile of a Country in Transition*, Bratislava, IVO, 1997, p. 193.

9. À moins, suggère Petr Pithart (chap. cité), que cet égoïsme économique ne soit que l'expression d'un dépit nationaliste.

10. Voir Sharon L. Wolchik, *Czechoslovakia in Transition : Politics, Economics and Society*, Londres, Pinter, 1991, pp. 186-195.

La modernisation de la Bohême s'est réalisée dans le contexte du capitalisme autrichien¹¹, puis de la Première République (1918-1938), c'est-à-dire dans le cadre d'une économie de marché et sur la base d'une société civile vivante. La modernisation de la Slovaquie fut amorcée plus tardivement dans l'entre-deux-guerres, mais surtout dans le cadre de la « construction du socialisme » : il y avait bien industrialisation et urbanisation, mais dans un contexte de liquidation du marché et de la société civile au profit de la toute-puissance de l'État. Cette expérience contrastée de la modernisation explique en partie les attitudes différentes des deux sociétés envers l'héritage socialiste et envers l'introduction des réformes radicales de marché¹².

Alors que l'expérience communiste fut vécue par la société tchèque comme une « démodernisation » (entre la fin de la Seconde Guerre mondiale et la chute du communisme, le revenu par tête est passé du 7^e au 40^e rang mondial), elle fut en Slovaquie une modernisation importée, très rapide, avec ses pathologies et ses effets pervers, fort bien décrits par deux sociologues slovaques, qui concluent que cette modernisation « a étouffé l'esprit d'entreprise et la créativité et a imposé un cours étatiste-paternaliste et des attitudes d'impuissance et d'infantilisme social... [et a] contribué, en l'absence de société civile, à imprégner la population de valeurs et codes de conduite étatistes et antilibéraux »¹³.

Ainsi, l'introduction de réformes radicales pour le passage à l'économie de marché, qui était, pour les pays tchèques, renouer avec la modernité occidentale, représentait pour la Slovaquie, une fois encore, une modernisation imposée de l'extérieur, cette fois sous l'égide du libéralisme économique. Les enquêtes d'opinion menées dans les deux parties du pays le font très clairement apparaître. Dans les pays tchèques, les deux tiers de la population souhaitaient, en 1991, une accélération ou un maintien du rythme des réformes économiques, et la majorité en attendait des résultats positifs dans les cinq ans. En Slovaquie, on redoutait surtout les conséquences sociales de ces réformes et l'on craignait qu'elles n'apportent un développement économique favorable à l'économie tchèque au détriment de la Slovaquie¹⁴. Il est vrai que la réforme économique laissait prévoir, à Prague, une « révolution » du secteur des services et, en Slovaquie (terre de l'industrie lourde et militaire), un chômage cinq fois plus élevé qu'en pays tchèque.

11. Voir Bernard Michel, *Banques et banquiers en Autriche au début du XX^e siècle*, Paris, Presses de la FNSP, 1976.

12. Voir en particulier les travaux du sociologue Jiri Musil, « Czech and Slovak society » dans J. Musil (ed.), *The End of Czechoslovakia*, op. cit., pp. 77-94.

13. Martin Butora et Zora Butorova, « Slovakia : the identity challenges of the newly born state », *Social Research*, vol. 60, n° 4, hiver 1993, p. 715.

14. Centrum pre Socialnu Analyzu, *Aktuálne Problémy Česko-Slovenska*, Bratislava, janvier 1992. Les auteurs résument leurs conclusions ainsi : « Les partisans du nouveau régime ont en général une orientation à droite, démocratique et libérale voire conservatrice, avec une attitude favorable envers l'intégration européenne. En République tchèque, ce type est bien plus répandu qu'en République slovaque. La variante slovaque a un profil d'opinion moins tranché et moins cohérent » (p. 6).

Ces données structurelles, qui renvoient à des expériences différentes de la modernisation mais aussi à un impact social inégal des réformes de marché, permettent de mieux comprendre l'usage massif, par les élites politiques, d'arguments économiques (la crainte d'être les « perdants de la transition » en Slovaquie, la réticence tchèque à subventionner des « retardataires ingrats »). Mais il n'y a pas eu de fatalité économique dans la séparation tchéco-slovaque. C'est lorsque le clivage entre deux nations a coïncidé avec celui de deux sociétés et avec la divergence de deux dynamiques politiques que cette séparation est devenue possible.

3. Le nationalisme constitutionnel et les avatars du fédéralisme

La rapidité de la séparation tchéco-slovaque dans la seconde moitié de 1992 n'est intelligible que si l'on tient compte de deux données essentielles : l'héritage du fédéralisme communiste et le débat constitutionnel permanent entre 1990 et 1992. La fédéralisation de l'État était la seule réforme de 1968 qui ait survécu à l'invasion soviétique et à la « normalisation » qui suivit. Mais elle fut vidée de son contenu par la logique centraliste inhérente au système communiste. Considérée par les Tchèques comme « un os à ronger » accordé par Moscou aux normalisateurs slovaques et par les Slovaques comme un habillage du centralisme pragois, la fédération faisait partie de l'héritage peu attrayant de l'ancien régime. Havel a parlé à son propos de « totalitarisme fédéralisé ». Le mot « fédéralisme » était, après 1989, aussi discrédité que le mot « socialisme ». Il y a là un dénominateur commun à la disparition des trois fédérations héritées du communisme : la Tchéco-slovaquie, la Yougoslavie et l'Union soviétique.

Le fédéralisme pouvait-il être ressuscité par le retour de la démocratie ? Les partisans d'une rupture radicale avec l'ancien régime totalitaire invoquaient la nécessité d'un acte constitutionnel fondateur de la démocratie *et de la fédération*. Le consensus provisoire qui régnait alors s'y prêtait. Les tenants de l'État de droit, se méfiant des Constitutions bâclées pour des besoins de symbolique politique d'un moment – fût-il historique –, préféraient une élaboration plus lente, où les acteurs politiques intérioriseraient des règles du jeu, aussi imparfaites fussent-elles. Force est de constater que la seconde option a prévalu en Tchécoslovaquie : les Constitutions des deux États successeurs furent adoptées (dans l'urgence) avant qu'une Constitution fédérale ne voie le jour.

Ce n'est pourtant pas faute d'avoir essayé. Pendant plus de deux ans, l'essentiel de la vie politique tchécoslovaque fut centré sur le débat constitutionnel et sur l'avenir de la fédération. Pendant cette période, le président Havel organisa plus d'une douzaine de « sommets » tchéco-slovaques, auxquels il faut ajouter les négociations bilatérales directes entre les gouvernements tchèque et slovaque. En simplifiant, on peut résumer le problème comme suit : la classe politique tchèque, par-delà ses différences, restait attachée à la continuité et envisageait, à partir d'une allégeance

affirmée des deux nations à l'État commun, d'importants transferts ultérieurs de pouvoir vers les deux républiques. C'est le fédéralisme par le haut. La démarche slovaque (si l'on écarte le courant ouvertement séparatiste qui ne représentait que 9 % de l'électorat) consistait à reconnaître d'abord l'existence de deux entités politiques distinctes qui passeraient ensuite entre elles un « contrat » ou un « traité » concernant les questions de défense ou de monnaie commune. Ce confédéralisme par le bas était l'option choisie par le gouvernement du chrétien-démocrate Jan Carnogursky ; Meciar et les ex-communistes slovaques ne feraient que la reprendre dans des termes plus tranchés. Du côté slovaque, on voulait deux républiques souveraines et sujets de droit international signant un « traité d'État ». Du côté tchèque, on préconisait un « accord constitutionnel », réservant à l'État fédéral commun le statut de sujet de droit international et la signature des traités d'État.

Meciar et son parti n'ont, certes, jamais explicitement soutenu le séparatisme, mais leur programme électoral proposait clairement : une déclaration de souveraineté slovaque (qui fut votée par le Parlement de Bratislava en juillet 1992) ; une Constitution slovaque (adoptée en août par ceux-là mêmes qui avaient empêché l'adoption d'une Constitution tchécoslovaque) ; l'élection d'un Président slovaque (adieu Havel, symbole de l'État commun). La Slovaquie voulait sa propre représentation diplomatique et son siège à l'ONU : autrement dit, un État indépendant dans un État commun !

Toutes les tentatives pour trouver un compromis constitutionnel entre ces deux positions échouèrent. L'une des explications de cet échec tient à un blocage institutionnel hérité du communisme. En effet, pour adopter un amendement constitutionnel, il fallait une majorité des trois cinquièmes dans chacune des Chambres du Parlement. Résultat : ce droit de veto minoritaire (tant prisé par les adeptes de la formule « consociationnelle » à la Lijphart) permettait à une trentaine de députés nationalistes slovaques de bloquer toute sortie de l'impasse constitutionnelle¹⁵. Les institutions « parlementaires » héritées du communisme n'étaient pas conçues pour fonctionner, d'autres mécanismes étant prévus à cet effet. Leur maintien dans un contexte démocratique s'avéra fatal à l'État commun.

L'institution parlementaire étant bloquée, les regards se tournèrent vers la Présidence. Dès 1991, le président Havel avait préconisé un référendum, proposition soutenue par une pétition signée par plus de deux millions d'habitants hostiles à la dissolution. Mais le recours à la procédure référendaire souffrit du même blocage parlementaire, exercé essentiellement par les députés nationalistes et ex-communistes slovaques. V. Havel quitta la présidence le lendemain de la déclaration de souveraineté votée par le Parlement slovaque le 17 juillet 1992, présentée comme « fondement d'un État souverain de la nation slovaque ». À ceux qui lui reprochent de n'avoir pas cherché à « s'accrocher » quelques semaines de plus pour mener une ultime résistance face aux deux acteurs de la dissolution (Meciar et

Klaus), il répond en substance, paraphrasant Churchill : « Je n'ai pas été élu pour présider à la dissolution de l'État tchécoslovaque »...

Restait l'invocation du modèle européen : un « Maastricht tchécoslovaque » ? L'idée d'une union monétaire et de sécurité entre deux États indépendants fut lancée à l'automne 1992 par Meciar. Mais comment maintenir une monnaie commune avec deux politiques économiques opposées ? Comment envisager une politique de défense commune avec deux politiques étrangères bien différentes ? L'indépendance slovaque, disait Prague, devra se passer d'une police d'assurance tchèque.

L'échec du fédéralisme tchécoslovaque renvoie à la distinction entre le fédéralisme par association de type suisse, où des entités distinctes édictent ensemble les termes de leur coopération, et ce que Francis Delpérée appelle un *fédéralisme de dissociation* (tchécoslovaque, belge, canadien), qui conduit un État à « se dépouiller d'une partie de ses activités et à déléguer une part de ses responsabilités, et donc de ses choix politiques, à de nouvelles entités »¹⁶. Ces nouvelles entités deviennent à la longue des « États dans l'État » au point de transformer ce qui reste de l'État fédéral en coquille vide, donc extrêmement vulnérable.

4. Les élites politiques post-communistes

Cette vulnérabilité du fédéralisme tchécoslovaque renvoie au problème de l'asymétrie des loyautés envers l'État commun comme problème central du système politique. Pour les Tchèques, il y avait congruence entre identification nationale et identification avec l'État. Tel n'était pas le cas pour les Slovaques (comme pour les Flamands en Belgique ou les Québécois au Canada). Le fédéralisme était censé compenser ce déséquilibre. Il apparaît rétrospectivement comme une étape vers la séparation. Car un fédéralisme à deux tend à devenir un champ de confrontation, où le conflit politique est perçu comme un jeu à somme nulle : tout ce qui est concédé à l'une des parties ne peut l'être qu'au détriment de l'autre. Dans ce contexte, le rôle des élites politiques acquiert une importance particulière.

Dans le cas tchéco-slovaque, il est clair que les deux adversaires principaux, la droite libérale tchèque de Vaclav Klaus (ODS) comme la gauche national-populiste slovaque de Vladimir Meciar (HZDS), mirent à profit leur antagonisme mutuel à des fins de polarisation, de mobilisation puis (après le divorce) de légitimation politique. L'un et l'autre bénéficièrent du déplacement du centre de gravité politique du niveau fédéral vers les républiques puis de la séparation elle-même.

15. Voir Vojtech Cepl, « Constitutional reform in the Czech Republic », *University of San Francisco Law Review*, vol. 28, automne 1993, p. 30.

16. Le professeur Delpérée fit cette analyse devant les députés au Parlement fédéral tchécoslovaque, à Prague, en avril 1991. On retrouvera son argument dans « Le fédéralisme sauvera-t-il la nation belge ? » dans J. Rupnik (dir.), *Le Déchirement des nations*, op. cit., pp. 123-138.

Ils les intégrèrent dans une stratégie de maximisation du pouvoir – pouvoir personnel et pouvoir d'une élite politique en gestation.

Cette stratégie politique s'appuya sur plusieurs thèmes de polarisation : la réforme économique (sa mise en œuvre exigeait un renforcement du pouvoir central selon Klaus ou, au contraire, de l'autonomie pour tenir compte du contexte socio-économique particulier de la Slovaquie) ; la décommunisation (la loi dite « de lustration » de 1991, votée à l'initiative de la droite tchèque, ne fut jamais appliquée en Slovaquie, où Meciar fut ministre de l'Intérieur avant d'être Premier ministre) ; et la question constitutionnelle. Il n'est pas décisif de savoir si Meciar (ou aussi bien, d'ailleurs, Milosevic) est un « vrai » nationaliste ou s'il ne fait qu'exploiter un « fonds de commerce » rentable. L'instrumentalisation du débat constitutionnel en fut l'illustration classique, jouant sur les ressorts, les aspirations et les peurs du discours identitaire et indépendantiste, sans que jamais le mot « séparatisme » ne soit prononcé.

Tout le succès de Meciar reposait sur ces ambiguïtés (qui n'allaient pas tarder à devenir des contradictions) et sur la logique de l'insatiabilité du *junior partner* dans un système dual comme ressort de la mobilisation politique, logique que l'on retrouve, dans un contexte différent, dans les cas flamand ou québécois. Les élites politiques nationalistes ont évidemment intérêt à entretenir cette logique sans chercher nécessairement la preuve par la séparation effective. Mais peut-on pour autant se contenter de présenter la création de l'État slovaque comme le seul résultat d'une manipulation des incertitudes de la transition par des politiciens ambitieux ? Certes, Carol Skalnik Leff montre, en s'appuyant sur des enquêtes d'opinion, que, « sur la question nationale, les attitudes de l'opinion publique n'étaient pas aussi opposées que celles des dirigeants »¹⁷. Il ne s'agit pas de minimiser les stratégies de conquête et de conservation du pouvoir des dirigeants politiques : le cas de l'ex-Yougoslavie a montré jusqu'où elles pouvaient aller. Mais (et sans pour autant se contenter de l'idée un peu facile qu'« un peuple a les élites politiques qu'il mérite ») le processus d'ethnisation de la politique dans une transition à la démocratie n'est pas réductible à une entreprise de manipulation, notamment par le biais des médias¹⁸. D'autres éléments sont en cause, dont l'un est à nos yeux capital : l'inexistence de partis politiques « transnationaux » tchécoslovaques (même le parti communiste s'est scindé en 1991). Les partis n'ont pas joué un rôle d'intégration politique au plan de l'État, mais se sont cantonnés dans la construction de leur pouvoir au niveau des républiques qui le composaient. Sont-ce seulement les élites politiques nationales qui empêchent l'émergence d'un espace public commun ? Ou bien est-ce la segmentation de cet espace public inhérente au fédéralisme post-communiste qui a favorisé l'émergence d'élites politiques nationalistes ?

5. La dimension internationale

Après la désagrégation de la Yougoslavie et de l'Union soviétique, celle de la Tchécoslovaquie fut souvent présentée comme le résultat d'un même processus d'éclatement des États fédéraux hérités du communisme sous les effets conjugués de l'effondrement d'un système et d'un Empire. La comparaison était particulièrement tentante avec la Yougoslavie puisqu'il s'agissait de deux créations du traité de Versailles, dépecées pendant la guerre, fédéralisées sous le communisme et dissoutes dès la première phase de la transition à la démocratie. Et l'on trouvera, certes, des parallèles dans la crise du modèle fédéral hérité du communisme, comme dans le discours sur la souveraineté et le « rendez-vous avec l'histoire » chez les indépendantistes slovaques ou croates. La fédération multinationale n'apparaît dans cette optique que comme une étape nécessaire entre l'Empire et les États-nations.

Toutefois, la cohérence du schéma interprétatif ne doit pas occulter les différences essentielles. La première concerne l'argument de l'État-nation comme passage obligé vers la démocratie. Il s'applique au cas yougoslave et en URSS, où la transition démocratique va de la périphérie vers le centre, mais pas en Tchécoslovaquie. Selon Linz et Stepan¹⁹, les premières élections sont décisives pour légitimer le cadre étatique dans lequel s'inscrit la démocratie. Le fait qu'elles aient d'abord eu lieu au niveau des Républiques (Slovénie, Croatie) et non dans toute la Yougoslavie a immédiatement délégitimé les instances fédérales de Belgrade. On retrouve le même conflit de légitimité centre-périphérie en URSS entre Eltsine, premier président élu de la Russie, et le dernier Secrétaire général du PC d'Union soviétique. Pourtant, en Tchécoslovaquie, les premières élections eurent bien lieu sur l'ensemble du territoire sans que cela suffise à légitimer durablement le cadre étatique.

Deuxièmement, à la différence de la Yougoslavie, ceux qui ont déclenché le processus de séparation n'étaient pas les plus prospères économiquement, les plus occidentaux géographiquement ou culturellement, ni les plus avancés dans la transition démocratique. La Slovaquie n'était pas la Slovénie, pas plus que la démarche des Tchèques ne ressemblait à celle des Serbes. Havel n'est pas Milosevic. C'est là d'ailleurs une des raisons du caractère non violent du divorce tchéco-slovaque, à laquelle il faut ajouter deux autres, capitales : à la différence de l'ex-Yougoslavie (ou de l'ex-URSS), il n'y avait pas entre Tchèques et Slovaques de contentieux concernant la frontière ou des minorités nationales. Les quelque 300 000 Slovaques résidant en République tchèque, souvent fonctionnaires de l'État fédéral, qui ont choisi d'y rester, n'étaient pas une minorité réclamant son rattachement à la « mère

17. C. Skalnik Leff, *The Czech and Slovak Republics*, Boulder, Westview Press, 1977, p. 138.

18. Comme en Yougoslavie, la télévision fédérale fut en Tchécoslovaquie la première cible des nationalistes slovaques, et la disparition d'un espace médiatique commun le prélude à la disparition de l'État commun.

19. J. Linz et A. Stepan, « Political identity and electoral sequences : Spain, the Soviet Union and Yugoslavia », *Daedalus*, printemps 1992.

patrie ». L'exemple yougoslave ne fut pas une « inspiration » dans la séparation tchéco-slovaque. S'il eut un effet, c'est comme repoussoir, incitant à la prudence les séparatistes ; mais aussi, il est vrai, à la résignation tous les autres.

Depuis sa création en 1918, tous les grands tournants dans l'histoire de la Tchécoslovaquie coïncidèrent ou furent surdéterminés par des facteurs externes. En 1918, la Tchécoslovaquie dut son existence aux démocraties occidentales ; en 1938, son démembrement à Hitler, assisté de la France et de la Grande-Bretagne. Avec le « coup de Prague » de 1948, l'insertion du pays dans le bloc soviétique coïncidait avec le début de la guerre froide. L'écrasement du Printemps tchécoslovaque de 1968 marquait une confirmation brutale du *statu quo* européen. La « révolution de velours » en 1989 fut partie intégrante de l'effondrement de l'Empire soviétique en Europe du Centre-Est. Chaque fois, le sort de la démocratie à l'intérieur dépendait de la configuration des forces à l'extérieur. Et, dans chacune des crises, les facteurs extérieurs ont pesé sur la relation tchéco-slovaque.

En rupture avec cette « tendance lourde », la séparation tchéco-slovaque de 1992 fut entreprise et menée à bien sans ingérence extérieure et sans qu'un désaccord de politique extérieure y joue de rôle significatif (sauf dans la mesure où la Slovaquie souhaitait avoir sa propre représentation internationale²⁰). L'environnement international, tant régional qu'europpéen, fournissait un contexte où les tendances divergentes et les stratégies des acteurs locaux pouvaient s'exprimer et être menées jusqu'à leur terme. Le reflux de l'influence russe avec la disparition du Pacte de Varsovie ; l'Allemagne absorbée par sa propre réunification ; les voisins polonais et hongrois souhaitant le maintien de la Tchécoslovaquie ; l'Union européenne donnant la priorité à l'approfondissement sur l'élargissement avec le grand bond en avant de Maastricht... Cette fois, impossible d'invoquer le malheur des petites nations privées de la maîtrise de leur destin par les ambitions des grandes puissances. Cette fois, la « misère des petits États d'Europe de l'Est » (Istvan Bibo) relevait pleinement de la responsabilité de leurs élites démocratiquement élues.

Bilan d'un divorce : la démocratie et l'Europe, séparément ?

Il existait, en théorie du moins, une hypothèse optimiste sur les conséquences de la séparation tchéco-slovaque : la transition démocratique comme la perspective d'intégration européenne seraient désormais débarrassées de la question nationale ou de l'obstacle nationaliste. La tension nationale, nous l'avons montré, était inscrite dans les institutions et dans la société politique au sens large : tout débat économique ou constitutionnel devenait hyperpolitisé et hypernationalisé. La séparation allait, espérait-on, priver les élites tchèques et slovaques de leur alibi favori et les obligerait à confronter les vrais défis démocratiques, économiques et européens. Ernest Gellner affirmait sans ambages : « Il n'y a pas lieu de regretter cette

décision : *small is beautiful* ! Si l'on peut se séparer sans violence, pourquoi pas ? [...] C'était un mauvais mariage, plein de ressentiment. Psychologiquement, la séparation était souhaitable »²¹. La formulation se voulait provocatrice, mais après tout, ce n'est pas la taille d'un État qui importe, mais sa nature compatible ou non avec la société ouverte et l'intégration européenne.

L'hypothèse optimiste ne s'est pas vérifiée. La République tchèque, ancien élève modèle autoproclamé de la transition à la démocratie et du passage à l'économie de marché, fait partie du « premier cercle » des candidats à l'élargissement, qui ont entamé en 1998 leurs négociations pour l'entrée dans l'UE. La Slovaquie a connu, depuis la séparation, une dérive autoritaire qui l'a mise en porte-à-faux par rapport au modèle de transition démocratique centre-européen et l'a exclue de la première vague du double élargissement de l'UE et de l'OTAN. Cette dérive pouvait, à Prague, servir de justification *a posteriori* du divorce, et longtemps le repoussoir de la Slovaquie de Meciar fut implicitement utilisé par le gouvernement de Vaclav Klaus comme une légitimation indirecte de sa propre politique. Elle confirmait au surplus les craintes de certains adversaires de Meciar en Slovaquie (surtout la minorité hongroise) qui voyaient dans le cadre tchécoslovaque, malgré ses défauts, une garantie de transition démocratique en Slovaquie et la meilleure locomotive pour rejoindre l'UE.

L'alternance politique de 1998, à Prague comme à Bratislava, donne l'occasion de réviser ce bilan contrasté : le « miracle tchèque » n'a pas eu lieu, et les échéances de l'élargissement révèlent les sérieuses lacunes d'une transition inachevée, à la recherche d'un second souffle. La Slovaquie, elle, pourrait en trouver un dans une alternance réussie dont les priorités sont de combler le « déficit démocratique » et de prendre en marche le train de l'élargissement.

L'exception tchèque

Le Premier ministre tchèque s'est rendu célèbre (mais pas très populaire auprès de ses voisins) par un discours sur « l'exception tchèque » concernant l'audace et la rapidité des privatisations. On connaît aujourd'hui l'envers du décor de cette contribution tchèque à l'invention du marché. Il existe cependant d'autres spécificités (à défaut d'« exceptions ») de la transition tchèque après 1992 par rapport à la Slovaquie, mais aussi d'autres pays d'Europe centrale : un État-nation homogène, une transition économique entièrement gérée par la droite libérale, une social-démocratie tard venue sur le devant de la scène, mais qui n'est pas l'héritière du parti communiste.

20. Michael Kraus attache une plus grande importance à cet aspect du divorce dans « Returning to Europe, but separately : international factors in Czechoslovakia's dissolution, 1989-1992 » dans M. Kraus et R. D. Liebowitz (ed.), *Russia and Eastern Europe after Communism*, Boulder, Westview Press, 1996, pp. 236-242.

21. Ernest Gellner, « Conclusion », dans J. Rupnik (dir.), *Le Déchirement des nations*, op. cit., p. 273.

Pour la première fois de son histoire, la Bohême connaît un État-nation « ethniquement homogène ». Plus de Juifs, exterminés par Hitler. Plus d'Allemands, expulsés avec l'aide de Staline au lendemain de la guerre. Plus de Slovaques et plus de Hongrois. Enfin seuls ! Le nouvel État se veut l'héritier de celui fondé par Masaryk, déclare Vaclav Havel en devenant Président le 27 janvier 1993. Mais la continuité était, de fait, rompue : que reste-t-il de la nation citoyenne défendue par Masaryk à l'heure de l'homogénéisation ethnique des États ? En 1918, la République de Masaryk se légitimait par la victoire d'un projet démocratique mondial : le national s'inscrivait dans l'universel. En 1992, cette vision est supplantée par le pragmatisme libéral : un État sert à arbitrer des intérêts et, si une structure étatique donnée (la Tchécoslovaquie) ne le permet plus, on en change²². Après l'idéal démocratique universel, on invoque la mondialisation comme une invitation à adopter une conception plus « sceptique » et plus « profane » de l'État, dont le rôle et la « mission » doivent être amoindris et « étroitement contrôlés »²³. Le discours au Parlement du Premier ministre V. Klaus à l'occasion de la naissance de la République tchèque frappe par l'absence d'interrogation sur ce qui fonde un État. Il se contente d'évoquer un système politique organisé autour des partis, le succès des réformes économiques et les garanties des libertés civiles²⁴. Les années Klaus seront celles de l'autosatisfaction d'un État petit, certes, mais prospère et stable. Au début du siècle, les Tchèques avaient apporté leur contribution (au demeurant modeste) à la dissolution de l'Autriche²⁵. À la fin du siècle, ils aspiraient à devenir une seconde Autriche.

Le deuxième élément de « l'exception » tchèque fut la gestion de toute la période de transition par une droite libérale (hégémonique jusqu'aux élections de 1998) alors qu'en Pologne et en Hongrie les libéraux ont créé des petits partis centristes qui sont des forces d'appoint pour des coalitions de centre-gauche (Hongrie 1994-1998, Pologne depuis 1997). Deux raisons principales à cela : la capacité à capter l'aspiration à une rupture tranchée avec le passé communiste par une réforme économique radicale, et la construction d'un parti politique structuré.

D'emblée, Klaus mit l'accent sur la rapidité du passage à l'économie de marché²⁶. Il imposa la réforme radicale face aux tenants d'une méthode plus graduelle qu'il qualifiait de « soixante-huitards » ou de partisans d'une « troisième voie » qui ne pouvait mener qu'au Tiers monde. L'originalité de sa démarche tenait à l'instrumentalisation de la réforme économique à des fins politiques (à l'inverse de ce qui se passait dans d'autres pays en transition). La privatisation en était la clef : « privatisation de masse », pour les masses. La méthode dite des coupons était supposée rendre au peuple ce qui lui appartenait, tout citoyen ayant la possibilité d'y participer en se procurant, pour une somme modique, des coupons portant la signature du ministre des Finances et leader de l'ODS. À quelques mois des élections, l'opération fut un énorme succès : l'écrasante majorité de la population se mit à jouer

au Monopoly, et ne fut pas ingrate au moment du vote. L'efficacité économique du procédé est très contestable, mais son efficacité politique fut évidente. S'il s'agissait de réconcilier une population sortant d'un demi-siècle d'étatisme socialiste avec un « capitalisme populaire », la privatisation par coupons fut un remarquable exercice de pédagogie sociale²⁷.

De même qu'il rejetait la « troisième voie » économique, Klaus rompait aussi avec l'idée d'une conception « alternative » de la vie politique. Dès le lendemain de la victoire écrasante du Forum civique aux élections de juin 1990, il comprit que le temps des mouvements rassembleurs et d'une conception « éthique » de la politique, chère à la dissidence, était révolu. L'avenir de la démocratie parlementaire dépendait de l'émergence de partis politiques classiques (*standard*, selon son expression favorite). Les élections de 1992 traduisirent l'échec des élites issues de la dissidence intellectuelle au sein du Mouvement civique de Jiri Dienstbier, au profit d'élites technocratiques et des nouveaux *managers* politiques (comme ils se désignaient eux-mêmes) du parti ODS se réclamant de la « révolution thatchérienne »²⁸. La création d'un parti structuré, implanté dans le pays, reste l'une des clefs du succès de la droite libérale tchèque, confirmé aux élections de 1996 (près de 30 %, comme en 1992, pour l'ODS, 44 % pour la coalition de centre-droit). Même dans l'adversité, en 1998, la droite libérale reste majoritaire (45 % et 102 sièges pour la coalition sortante, dont 27 % à l'ODS, contre 32 % à la social-démocratie).

Le troisième élément de l'exception tchèque est l'existence d'une gauche social-démocrate qui n'est pas l'héritière du parti communiste. Ce dernier, fidèle du conservatisme brejnévien, résistait encore à la perestroïka à l'heure où ses homologues hongrois et polonais préparaient l'avenir. Le traumatisme de 1968 et les

22. Beau retournement hégelien : une telle légitimation « fonctionnelle » ou post-idéologique de l'État permet de passer de la conception de l'État comme porteur d'une idée à la formule : « Ce qui est rationnel est réel, ce qui est réel est rationnel ».

23. Voir les conclusions de la section de philosophie de la conférence sur l'État tchèque organisée à Prague en octobre 1992. Cité par Jan Vit, « O ideji ceske statnosti », *Pritomnost* 1992, n° 8, p. 3. On trouvera l'exposé des thèses de Masaryk dans son livre *Svetova Revoluce* [La révolution mondiale], Prague, Orbis, 1925, publié en anglais sous le titre *The Making of a State*.

24. Voir V. Mlynar, P. Schutz, « Statnici pozdravili stat », *Respekt* (4-10 janv. 1993), p. 2. Meciar, dans son discours télévisé le même jour, parle de l'entrée « dans la famille des États du monde » et justifie la création du nouvel État comme devant « sauver les Slovaques de l'assimilation et de la perte de la conscience nationale », *ibid.*

25. Nous ne partageons pas la thèse de François Fejtö qui, dans son *Requiem pour un empire défunt, histoire de la destruction de l'Autriche-Hongrie* (Paris, Lieu Commun, 1988), attribue aux dirigeants politiques tchèques, Masaryk et Benes (aidés par les francs-maçons) un rôle à notre avis démesuré dans cette entreprise de « destruction ». Nous préférons le terme de « dissolution » employé par l'historien hongrois Oscar Jaszi dans son ouvrage célèbre, *The Dissolution of the Habsburg Monarchy*, Chicago, Chicago UP, 1971 (première éd. 1929).

26. V. Klaus *et al.*, *Ekonomické Perspektivy České Republiky*, Prague, Meridian, 1993, pp. 22-26. Les priorités sont : une politique monétaire restrictive, la libéralisation des prix et du commerce extérieur et surtout « la privatisation massive ».

27. Sur la corrélation entre attitude envers les privatisations et comportement électoral, voir Jiri Vecernik, *Občan a trzni ekonomika*, Prague, LN, 1998, pp. 148-177.

28. V. Klaus, « Current challenges and conservative solutions : the Czech perspective », discours au congrès conservateur de Blackpool, 11 oct. 1995.

purges qui suivirent avaient rendu impossible l'émergence d'une élite réformatrice au sein du parti²⁹. Un espace s'est ainsi ouvert pour une gauche non communiste qui, depuis les élections de 1996, représente, face à la droite libérale, une force qui ne fait pas craindre le retour des « ex » et n'a pas à rougir de son passé. Son succès aux élections anticipées de 1998 a rendu possible l'alternance, même s'il s'agit d'un gouvernement minoritaire toléré par son principal rival, l'ODS de Klaus.

Ces trois spécificités de la nouvelle donne politique tchèque après le divorce tchéco-slovaque ont favorisé la consolidation de la transition démocratique, au sens où personne ne conteste le cadre constitutionnel et institutionnel de la vie politique. Si les premières élections de 1990 furent essentiellement un référendum contre le communisme, les secondes, en 1992, eurent pour enjeu la réforme et l'État commun ; celles de 1996 et 1998 annoncèrent respectivement la naissance d'une opposition et la possibilité de l'alternance. Le parti communiste se contente de gérer son magot électoral d'environ 10 % et le Parti républicain (extrême droite xénophobe), avec moins de 4 %, n'est plus représenté au Parlement. Un système de partis s'est formé en trois phases³⁰: le mouvement unitaire lié au renversement de l'ancien régime (Forum civique) ; une phase de fragmentation politique et, à partir de 1993, une recombinaison politique et une relative stabilisation du système de partis autour de deux grandes forces, l'ODS de V. Klaus et le parti social-démocrate de Milos Zeman. Le champ politique est structuré selon un axe gauche-droite relativement stable, avec une forte corrélation entre appartenance de classe et comportement électoral³¹. Si l'on ne peut (selon Maurice Duverger) vraiment évaluer un système de partis que lorsqu'il atteint « l'âge adulte », on peut dire que le système tchèque est en train de sortir de l'adolescence.

Le bilan affiché de la République tchèque semblait justifier le choix du divorce : une démocratie consolidée, une transition à l'économie de marché déclarée « achevée » par Klaus à la veille des élections de 1996 et, en 1997, une place assurée dans le premier cercle de l'élargissement de l'OTAN et de l'UE. Avec la chute de Klaus, on découvre, derrière ce bilan trop lisse, l'envers du décor, ses limites et ses échecs économiques, ses faiblesses institutionnelles et politiques, la myopie de sa politique régionale et européenne.

Deux aspects, renvoyant à des choix propres au « modèle tchèque », méritent d'être évoqués ici. Si la privatisation de masse a été la grande fierté de la transition klausienne, il est logique de la juger sur ses résultats économiques. Or, après l'opération libérale-populiste de la privatisation par coupons, on découvre que la plupart des propriétaires des entreprises privatisées sont les anciens managers : la nouvelle bourgeoisie aura bien comme noyau dur l'ancienne nomenklatura. Ce serait un paradoxe (pas spécifiquement tchèque), mais nullement une tragédie, si le capitalisme tchèque fonctionnait vraiment. Or les coupons furent rachetés par des fonds de placement qui, à leur tour, sont tenus par cinq banques semi-étatiques

(donc liées au gouvernement). Résultat : la privatisation, brillante opération politique, n'a pas apporté sur le plan économique ce qu'on attendait d'elle, la restructuration et la modernisation de l'industrie tchèque. C'est ce que l'économiste Lubomir Mlcoch appelle du « capitalisme d'État »³², avec tout ce que cela implique de perte de compétitivité et de stagnation de la productivité, avec une croissance rapide des revenus réels et un déficit du commerce extérieur de 11 % du PNB. Alors que la Pologne connaît depuis 1993 une croissance de 5 à 7 %, Klaus a quitté le pouvoir avec une croissance zéro et la crainte que le pire ne soit à venir.

L'explication de cet échec est essentiellement politique : Klaus a certes utilisé une rhétorique libérale, mais une pratique social-démocrate. La loi sur les faillites ne fut pas appliquée et le gouvernement de Prague pouvait se flatter d'avoir (avec le Luxembourg et le Liechtenstein) le taux de chômage le plus bas d'Europe (autour de 3 % alors qu'il était entre 12 % et 15 % chez les voisins slovaques, polonais ou hongrois). Car Klaus connaissait bien son électorat, comme le montrent de récentes enquêtes révélant que 60 % des électeurs de l'ODS (et les trois quarts de la population) pensent que la tâche du gouvernement est d'assurer du travail pour chacun³³. « Penser à gauche et voter à droite » : la boutade du sociologue Jiri Vecernik donne la clef du succès politique de Vaclav Klaus. Le miracle tchèque (passer rapidement à l'économie de marché sans toucher au consensus social) est une fiction idéologique.

La seconde faiblesse de l'héritage Klaus est de combiner trop d'étatisme avec trop de laissez-faire. Au nom de la rapidité et de la radicalité de la transition, le cadre juridique et la fonction régulatrice de l'État dans une économie de marché furent négligés. D'où les délits d'initiés, l'actionnariat populaire dévalisé par les opérations des fonds de placement, l'absence d'un véritable marché des capitaux. Même

29. J. Rupnik et C. Perron, « Les singularités du Parti communiste tchèque » dans Guy Hermet et Lilly Marcou (dir.), *Des partis comme les autres ? Les anciens communistes en Europe de l'Est*, Bruxelles, Complexe, 1998, pp. 77-94 ; F. Fejtő et J. Rupnik (dir.), *1968 : le Printemps tchécoslovaque*, Bruxelles, Complexe, 1999 (à paraître).

30. Sur l'émergence du pluralisme politique dans une optique comparative, voir J. Rupnik, « L'invention démocratique en Europe du Centre-Est » dans G. Mink et J.-C. Szurek (dir.), *Cet étrange post-communisme*, Paris, CNRS, 1992, pp. 51-65 ; M. Novak, *Une transition démocratique exemplaire ? L'émergence d'un système de partis dans les pays tchèques*, Prague, CEFRES, 1997 ; Abby Innes, « The break-up of Czechoslovakia : the impact of party development on the separation of the state », *EEPS*, 1997, n° 3, pp. 393-435.

31. C'est ce que montrent les études de sociologie politique de Jiri Vecernik et Petr Mateju, *Zprava o společnosti : Ceska transformace v letech 1989-98*, Prague, Academia, 1999 ; Petr Mateju et Blanka Rehakova, « Turning left or class realignment ? An analysis of the changing relationship between class and party in the Czech republic, 1992-96 », *East European Politics and Society*, 1997, n° 3, pp. 501-541 ; Herbert Kitschelt, « Formation of party cleavages in post-communist democracies », *Party Politics*, 1995, n° 4, pp. 447-472.

32. Lubomir Mlcoch, *Zastrena vize ekonomické transformace*, Prague, Karolinum, 1997, présente la critique la plus complète du concept klausien du passage à l'économie de marché. Voir aussi Laszlo Bruszt, « Economic model change in the Czech republic : a comparative capitalism perspective », présenté au colloque *Transformations sociales en Europe centrale et orientale*, Paris, CNRS, 14-17 mai 1998.

33. Enquête citée de P. Mateju et J. Vecernik, p. 169.

l'Economist de Londres considère que le cas tchèque révèle les « périls d'un marché débridé ». L'imbrication du parti au pouvoir avec l'État dans une phase de privatisation de masse a débouché sur une corruption rampante qui a fini par saper la confiance des investisseurs dans la bourse pragoise et de la population dans sa représentation politique. Klaus fut contraint à la démission non par un mouvement de contestation sociale ou la puissance de l'opposition, mais par une crise interne de la coalition et de son propre parti, née d'un scandale sur le financement de ce dernier.

La construction de l'État tchèque a sous-estimé l'importance d'un État de droit, c'est-à-dire non seulement d'un cadre législatif adéquat, mais aussi d'un système judiciaire efficace et d'une administration capable de le faire respecter. Il est à noter que les principales faiblesses relevées dans l'Agenda 2000 sur la préparation à l'entrée dans l'UE concernent précisément cet aspect. Le mépris affiché pour ceux qui invoquaient les valeurs éthiques en politique et la désinvolture vis-à-vis des normes juridiques allaient de pair avec une conception centralisée du pouvoir qui considérait comme superflues tant la décentralisation régionale que l'idée d'une société civile avec ses réseaux autonomes. Entre l'État et le citoyen, il n'y avait comme interface que les partis et le marché. Au nom d'une conception réductrice du libéralisme économique, la transition selon Klaus faisait l'impasse sur le libéralisme politique : l'État de droit, le rôle du Parlement, la décentralisation, la société civile.

C'est autour de cette dichotomie que se cristallisa le conflit entre Klaus et Havel. Celui-ci culmine en décembre 1997 par un discours du second devant les deux Chambres du Parlement réunies, qui constitue incontestablement le bilan le plus sévère de la transition klausienne : « La morale, l'honnêteté, l'humilité face à l'ordre de la nature, le respect pour ceux qui viendront après nous, le respect du droit, la culture des relations humaines, ont été écartés.[...] Beaucoup pensent que, démocratie ou pas, des personnes indignes de confiance sont de nouveau au pouvoir et privilégient leurs propres intérêts au détriment du bien commun »³⁴. Et Havel de fustiger le « provincialisme petit-bourgeois » des dirigeants tchèques : « Beaucoup pensaient que notre petit pays ne devait s'occuper que de ses petits problèmes internes. Maintenant nous devons convaincre nos citoyens que nous n'obtiendrons de garanties de sécurité qu'à condition de nous engager à porter notre part de responsabilité pour l'Europe et le monde, et persuader l'OTAN que nous en sommes conscients ».

La fin de l'ère Klaus laisse une image passablement écornée d'une transition qui se voulait exemplaire. Elle conduit aussi à relativiser l'argument (l'illusion ?) de ceux qui voyaient dans la séparation tchéco-slovaque un accélérateur de la transition et de l'intégration européenne.

L'exception slovaque

L'exceptionnalisme autoproclamé de la voie tchèque après la séparation prétendait se fonder sur une stratégie de la transition économique. L'exception slovaque, elle, était politique. Pendant quatre ans (1994-98), l'évolution de la transition slovaque constitua une déviation par rapport au modèle centre-européen en raison du « déficit démocratique » qui explique l'exclusion de la Slovaquie de la première vague de l'élargissement. L'issue des élections de septembre 1998 et la possibilité d'alternance qu'elles ont ouverte ne doivent pas faire oublier que ni la régularité de ces élections ni l'acceptation de leur résultat n'étaient acquis d'avance.

L'artisan principal du divorce tchéco-slovaque avait instauré en Slovaquie, à partir de 1994, un régime autoritaire qui se rapprochait plus de celui de Tadjman ou de Milosevic que de ses voisins centre-européens. La Slovaquie était gouvernée par une coalition national-populiste où figuraient, à côté du Mouvement pour la Slovaquie démocratique (HZDS), le Parti national slovaque (ultra-nationaliste) et le Parti des ouvriers dont le discours fleurait bon l'ancien régime. Le « système Meciar » fut mis en place au cours de la « nuit des longs couteaux » du 3 au 4 novembre 1994, où le Parlement siégea vingt-trois heures sans interruption et où Meciar et ses alliés s'assurèrent le contrôle total des postes clefs dans l'appareil de sécurité, dans les médias et dans le Fonds de privatisation, enjeu majeur de la réforme économique. Le nouveau pouvoir s'attaqua de front aux institutions garantes de la Constitution et de l'État de droit. Le Premier ministre réclama périodiquement la démission du Président de la République (dont il fit enlever le fils, déposé devant un commissariat... en Autriche) ; les partis d'opposition n'avaient pas droit à une représentation conforme à leur poids électoral dans les instances parlementaires ; un député du parti de Meciar (Gaulieder), souhaitant quitter son groupe parlementaire, se vit privé de son mandat. Une part non négligeable des lois votées n'étaient pas conformes à la Constitution. Une loi linguistique ne tenant pas compte des droits de la minorité hongroise fut adoptée en dépit des recommandations de l'UE et de la Cour constitutionnelle ; les décisions de cette dernière étaient ignorées ; lors d'un référendum en 1997 (sur l'entrée dans l'OTAN et l'élection du Président au suffrage universel), quatre questions étaient prévues mais les bulletins de vote n'en comportaient que trois...³⁵

Cette dérive autoritaire du régime culmina dans la période précédant les élections de 1998, avec une tentative d'invalidation de la principale force d'opposition

34. *Le Monde*, 11.12.1997.

35. M. Lesko, *Meciar a meciarismus*, Bratislava, VMV, 1996 ; G. Meseznikov, « Vnutropoliticky vyvoj a systém politických stran » dans M. Butora et M. Ivantysyn (dir.), *Slovensko 1997*, Bratislava, IVO, 1998 ; D. Malova, « Slovakia : from the assertion of informal institutional rules to the violations of the constitution » dans J. Zielonka (ed.), *Democratic Consolidation in Eastern Europe*, Florence, IUE, à paraître en 1999.

(SDK), une velléité de reprise en main de la seule chaîne de télévision privée (Markyza) sur arrière-plan de lutte politico-mafieuse et la nomination, à un mois des élections, d'un nouveau chef d'état-major de l'armée (promu général pour l'occasion, avec onze de ses collègues). Si une transition démocratique suppose un consensus au sein de l'élite politique sur les règles du jeu et une culture du compromis et de la négociation, c'est précisément ce qui faisait défaut en Slovaquie³⁶. Ceci est lié au fait qu'il y avait en Slovaquie, après la séparation, une discontinuité plus grande que dans les pays tchèques avec les élites d'après-1989. L'opposition était traitée en « ennemi de l'État » et la politique conçue comme un affrontement avec un adversaire tantôt extérieur (Tchèques, Hongrois) tantôt intérieur (opposition, minorité hongroise). Tout devait être subordonné à la priorité de la construction d'un État national. Pour de nombreux intellectuels de l'opposition, le temps était venu de refonder l'État en lui donnant un contenu démocratique³⁷. L'enjeu des élections de septembre 1998 était bien un enjeu de régime.

L'alternance a eu lieu et une coalition (de la gauche ex-communiste à la droite démocrate-chrétienne), sous la direction de Mikulas Dzurinda, a constitué un gouvernement. Bien qu'arrivé en tête avec 27 %, le parti de Meciar, incapable de constituer une coalition, a dû quitter le pouvoir. Plusieurs raisons expliquent ce sursaut démocratique : d'abord une mobilisation sans précédent de l'électorat (84 %) liée à l'enjeu exceptionnel des élections et le travail préalable d'un réseau efficace d'ONG fortement soutenues par les démocraties occidentales. Un réveil (tardif) de la société civile avait compensé les faiblesses de la société politique. La polarisation a, cette fois, profité à l'opposition unie contre un adversaire commun. La Slovaquie retrouve une chance de renouer avec une transition démocratique commencée en 1989 et interrompue par le divorce tchéco-slovaque. Comme si, après un « détour » consacré à la question nationale et à la construction de l'État, la question de la démocratie pouvait refaire surface.

Le bilan du divorce tchéco-slovaque peut, du point de vue de la transition à la démocratie qui nous intéresse ici, se prêter à deux lectures différentes qui correspondent peut-être à deux phases distinctes de l'évolution des deux pays. La première lecture peut se résumer ainsi. Avec la séparation, la démocratie tchèque (« libérée » des affres du fédéralisme bi-polaire) peut entrer dans une phase de consolidation : les institutions, les règles constitutionnelles du jeu politique sont acceptées par tous les acteurs politiques ; un système de partis relativement stable se met en place et l'alternance politique n'est pas un enjeu de régime. Sur le plan de l'intégration dans les structures euro-atlantiques, la République tchèque fait partie du premier cercle de l'élargissement de l'OTAN (adhésion prévue avec la Pologne et la Hongrie au

printemps 1999) et de l'Union européenne (négociations d'adhésion entamées en 1998 aux côtés de la Pologne, de la Hongrie, de la Slovaquie et de l'Estonie).

Comparé à ce bilan, celui de la Slovaquie apparaît comme « globalement négatif » : la dérive autoritaire du régime Meciar, la violation systématique des règles constitutionnelles rapprochent la Slovaquie d'autres États post-communistes (notamment la Croatie) où la construction de l'État-nation a fait « dérailler » la transition démocratique. Il y a bien eu des élections libres en 1992 et en 1994, mais elles n'ont fait que donner une légitimité à un pouvoir sans contrepoids, sans respect de l'État de droit. C'est d'ailleurs ce qui permettait à F. Zakaria, dans un article de *Foreign Affairs* qui suscita un débat important, de ranger la Slovaquie parmi les « démocraties non libérales », nombreuses de par le monde, où les élections libres ne doivent pas être confondues avec le constitutionnalisme libéral³⁸. Ce débat est loin d'être académique. Ses implications sont importantes pour la conditionnalité démocratique de l'intégration européenne : la Slovaquie fut, pour cause de « déficit démocratique », écartée de la première vague de l'élargissement de l'UE et de l'OTAN.

Ce bilan contrasté de deux itinéraires divergents après la séparation inviterait à lier les résultats du divorce avec ses raisons (modernisation, homogénéité ou hétérogénéité nationale, élites politiques, stratégies internationales, etc.), exposées dans la première partie. Ainsi se confirmerait le stéréotype d'une Slovaquie plus nationaliste, plus à gauche, plus étatiste, plus chrétienne et plus tournée vers l'Est que la Bohême³⁹. La démarche est tentante et pourrait presque fournir un modèle, où deux types d'articulation entre État-nation, transition et intégration seraient aussi liés à deux cultures politiques. Il convient pourtant de se méfier d'un tel modèle qui ne tiendrait pas compte des dynamiques changeantes dans les deux États. L'alternance politique qui s'est produite en Slovaquie à l'automne 1998 suggère que la dérive autoritaire ou « non libérale » n'est pas irréversible et que, tout compte fait, il n'y a pas de meilleur remède aux dérives des « démocraties électorales » que... le processus électoral lui-même. Il peut exister différents modes et rythmes de la transition qui ne seraient pas nécessairement des différences de « modèle ».

La fin simultanée de l'ère Klaus à Prague et de l'ère Meciar à Bratislava permet, par ailleurs, de relativiser les contrastes et même de tenter quelques parallèles. Dans les deux cas, l'alternance tardive, par rapport aux voisins centre-européens, laisse

36. S. Szomolanyi, « Aky rezim se vynara na Slovensku » dans Szomolanyi (dir.), *Slovensko : problémy konsolidacie demokracie*, Bratislava, SZPV, 1997, pp. 7-25.

37. M. Sutovec, « Kam povedu tie dalnice », *Domino-Forum* 1997, n° 30.

38. F. Zakaria, « The rise of illiberal democracies », *Foreign Affairs*, nov.-déc. 1997. La Slovaquie y côtoyait le Pakistan, les Philippines et le Ghana.

39. Voir Miroslav Kusy, « Slovaks are more... », dans J. Jensen et F. Miszlivetz (ed.), *East Central Europe Paradoxes and Perspectives*, Szombathely, Savaria UP, 1998, pp. 53-76.

un bilan problématique. Avec la récession économique, on est moins indulgent envers celui qui restera comme « l'idéologue » de la transition tchèque. Meciar voulait entrer dans l'histoire comme le père-fondateur d'un État et rendre la Slovaquie plus « visible » à l'extérieur, mais la « visibilité » obtenue n'était pas forcément celle souhaitée par la population slovaque. On a cru un moment que ses échecs politiques étaient compensés par une performance économique surprenante par rapport aux scénarios pessimistes en vigueur lors du divorce. Il s'avère aujourd'hui que, là non plus, le miracle économique n'a pas eu lieu et que Meciar, comme Klaus, laisse derrière lui des caisses vides – du moins celles de l'État, pas nécessairement celles de divers lobbies proches du pouvoir qui ont profité dans les deux pays de privatisations peu transparentes. Les deux artisans du divorce et leurs partis respectifs ont largement dominé la vie politique de l'État successeur : polarisation de la vie politique, Parlement dévalué et réduit au rôle de chambre d'enregistrement, faiblesse ou marginalisation de l'opposition compensée par l'engagement du Président de la République. Havel à Prague, Kovac à Bratislava ont été les contrepoids, voire les recours face à l'hégémonie de Klaus et Meciar. Ces derniers sont *down but not out* : tous les deux ont obtenu le même score aux législatives de 1998 et sont devenus la principale force d'opposition, excellente position d'attente face à des gouvernements faibles ayant à gérer une situation économique préoccupante, et donc condamnés à décevoir les attentes qu'ils ont suscitées.

Au-delà des parallèles, la double alternance va relancer la relation tchéco-slovaque et la coopération centre-européenne, délibérément dévaluées par les protagonistes de la partition en 1992. L'alternance signifie la fin du discours pragois « nous allons vers l'Ouest, la Slovaquie dérive vers l'Est » et va renforcer la réticence de Prague à établir une frontière de type Schengen avec la Slovaquie. Elle permet aussi d'envisager la relance de la coopération en Europe centrale dans le cadre du Groupe de Visegrad. La visite de Vaclav Havel à Bratislava, préconisant un sommet du Groupe dans la capitale slovaque, ne peut qu'avoir le soutien de la Pologne et de la Hongrie. C'est du gouvernement polonais que l'opposition slovaque avait reçu le soutien le plus explicite. La Pologne est le pays centre-européen le plus important et cherche à jouer le rôle de pivot dans une région en recomposition. Le nouveau Premier ministre slovaque parle déjà de « partenariat stratégique » avec Varsovie. Enfin, l'entrée des représentants de la minorité hongroise au gouvernement de Bratislava devrait aussi ouvrir une relation avec Budapest, la plus importante pour la stabilité interne de la Slovaquie et pour ses chances d'intégration dans l'UE.

Ce qu'ont découvert Tchèques et Slovaques après leur séparation, c'est qu'en réalité leur relation mutuelle n'était pas la plus importante ni pour leur identité, ni pour leur entrée dans l'Europe. Pour les Tchèques, ce fut et reste la relation avec l'Allemagne. Pour les Slovaques, ce fut et reste la relation avec la Hongrie. Les deux

relations, pour éviter le « retour de l'histoire », ont besoin de la coopération régionale et de l'intégration européenne. La coopération en Europe centrale, mise à mal par la séparation tchéco-slovaque, est désormais en passe d'être relancée. Car les Tchèques ont abandonné leur « exceptionnalisme » et les Slovaques sont redevenus fréquentables. La posture eurosceptique de Klaus paraît déjà complètement dépassée à Prague. Celle de Meciar, qui attendait de l'Europe la reconnaissance plus que l'intégration, a déjà cédé la place au rattrapage à tout prix du train de l'élargissement (ce dernier avance si lentement que cela réussira peut-être...). Tous les voisins de la Slovaquie ont compris qu'un élargissement de l'UE sans la Slovaquie poserait plus de problèmes qu'il n'en résoudrait. Le « retour en Europe », s'il doit permettre les retrouvailles tchéco-slovaques, passe par la relance de l'Europe centrale.